

Arrêté de convocation des électrices et électeurs pour l'élection des Conseils généraux et des Conseils communaux du 25 octobre 2020

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel,

vu la loi sur les droits politiques, du 17 octobre 1984, et son règlement d'exécution, du 17 février 2003 ;

vu la loi fédérale sur les personnes et les institutions suisses à l'étranger, du 26 septembre 2014 ;

vu l'arrêté abrogeant l'arrêté de convocation des électrices et électeurs pour l'élection des Conseils généraux et des Conseils communaux du 14 juin 2020 en raison de l'épidémie du coronavirus (COVID-19), du 23 mars 2020 ;

sur la proposition de son président,

arrête :

Article premier ¹L'élection des Conseils généraux de toutes les communes et de quatre Conseils communaux pour la période administrative 2020-2024 est fixée au dimanche 25 octobre 2020.

²En cas d'acceptation de la convention de fusion entre les communes du Locle et des Brenets lors de la votation communale du 28 juin 2020, les élections du Conseil général et du Conseil communal seront organisées pour la commune fusionnée du Locle. Dans le cas contraire, les élections des autorités communales seront organisées dans chacune des deux communes.

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 2 Le scrutin sera ouvert le dimanche 25 octobre 2020, dans les bureaux de vote de toutes les communes, de 10 à 12 heures.

Art. 3 Les Conseils communaux désigneront les membres des bureaux électoraux et de dépouillement, les président-e-s et les vice-président-e-s. Ils communiqueront la composition de ces bureaux à la chancellerie d'État jusqu'au mardi 22 septembre 2020, pour publication dans la Feuille officielle.

Art. 4 ¹Les électrices et électeurs ne peuvent exercer leur droit de vote que dans la commune de leur domicile politique.

²Les électrices et électeurs sont inscrits dans la commune où elles ou ils ont leur domicile civil et où elles ou ils se sont annoncés à l'autorité.

³Celle ou celui qui dépose dans une commune d'autres papiers (certificat de nationalité, papiers provisoires, etc.) que son acte d'origine n'acquiert le domicile politique qu'à la condition de prouver qu'elle ou il n'est pas inscrit au registre des électrices et électeurs du lieu où l'acte d'origine est déposé.

⁴Peuvent se constituer un domicile politique qui ne correspond pas au domicile tel que le définit le droit civil :

- a) les personnes sous curatelle de portée générale ;
- b) les épouses ou époux qui, avec l'accord de leur conjoint-e, parce que la ou le juge le leur a ordonné ou que la loi les y autorise directement, résident, avec l'intention de s'y établir, ailleurs qu'au domicile du ménage commun ;
- c) les partenaires enregistrés au sens de la loi fédérale sur le partenariat, qui, avec l'accord de leur partenaire, parce que la ou le juge le leur a ordonné ou que la loi les y autorise directement, résident, avec l'intention de s'y établir, ailleurs qu'au domicile du ménage commun ;
- d) les personnes séjournant à leur lieu de travail durant la semaine, notamment les étudiant-e-s.

Art. 5 Les électrices et électeurs peuvent également voter par correspondance au moyen du matériel qui leur est adressé personnellement par l'administration communale.

Art. 6 ¹Si elles ou ils en font la demande au bureau électoral, les électrices et électeurs âgés, malades ou handicapés, peuvent exercer leur droit de vote à leur lieu de résidence, pour autant que celui-ci se trouve dans leur commune politique, jusqu'au dimanche matin 25 octobre 2020, à 11 heures.

²Les électrices et électeurs que des infirmités empêchent d'accomplir elles-mêmes ou eux-mêmes les actes nécessaires à l'exercice de leur droit de vote, peuvent se faire assister, à leur domicile ou au local de vote, par deux membres au moins du bureau électoral.

Art. 7 Sont électrices et électeurs en matière communale, si elles ou ils sont âgés de 18 ans révolus :

- a) les Suissesses et les Suisses domiciliés dans la commune, si elles ou ils ne sont pas, en raison d'une incapacité durable de discernement, protégés par une curatelle de portée générale ou par un mandat pour cause d'inaptitude ;
- b) les Suissesses et les Suisses de l'étranger lorsqu'elles ou ils en ont fait la demande à la commune, si elles ou ils sont originaires de celle-ci ou si elles ou ils y ont eu leur domicile, à moins qu'elles ou ils ne soient déjà enregistrés dans une autre commune suisse ;
- c) les étrangères et les étrangers ainsi que les apatrides domiciliés dans la commune qui sont au bénéfice d'une autorisation d'établissement en vertu de la législation fédérale et qui ont leur domicile dans le canton depuis au moins un an.

Art. 8 Toutes les électrices et électeurs communaux sont éligibles dans la circonscription électorale où elles ou ils sont électrices et électeurs.

Art. 9 Les communes veilleront à respecter, le cas échéant, les mesures destinées à lutter contre le coronavirus (COVID-19) émises par la Confédération suisse, voire les directives complémentaires de la chancellerie d'État.

B. ÉLECTION DU CONSEIL GÉNÉRAL

Art. 10 Quel que soit le système électoral adopté dans la commune, les partis politiques ou groupes d'électrices et électeurs qui élaborent une liste sont tenus de la déposer au secrétariat communal au plus tard jusqu'au lundi 31 août 2020, à midi.

Art. 11 ¹Chaque liste doit indiquer :

1. la dénomination exacte du parti ou du groupe, dénomination qui doit se retrouver sur les bulletins électoraux ;
2. les nom et prénoms des candidates et candidats, leur profession, leur adresse exacte, leur date de naissance et leur origine (pour les signataires les nom, prénoms, date de naissance et adresse exacte).

²Les listes ne doivent pas contenir plus d'une fois le nom d'une candidate ou d'un candidat.

³Les listes doivent comporter au moins deux candidatures lorsque le nombre des sièges à pourvoir est compris entre 15 et 24, au moins trois candidatures lorsque le nombre des sièges à pourvoir est compris entre 25 et 34, au moins quatre candidatures lorsqu'il y a 35 sièges ou plus à pourvoir.

⁴Chaque liste est pourvue, par le secrétariat communal, d'un numéro d'ordre qui doit figurer sur le bulletin.

⁵Toutes réclamations concernant les dénominations doivent être adressées immédiatement à la chancellerie d'État.

Art. 12 Chaque liste doit contenir la signature manuscrite d'au moins trois électrices et électeurs domiciliés dans la commune. Elle doit porter en tête une dénomination et le numéro d'ordre qui la distingue des autres listes. Aucune électrice ni aucun électeur ne peut signer plus d'une liste de candidatures. Elle ou il ne peut pas retirer sa signature après le dépôt de la liste.

Art. 13 Les signataires de la liste de candidatures désignent une ou un mandataire ainsi que sa ou son suppléant-e. S'ils ne le font pas, la ou le signataire dont le nom figure en tête est considéré-e comme mandataire et la ou le suivant-e comme suppléant-e. La ou le mandataire, ou en cas d'empêchement, sa ou son suppléant-e, a le droit et le devoir de donner, au nom des signataires de la liste et de manière à les lier juridiquement, toutes les indications permettant d'éliminer les difficultés qui pourraient se produire.

Art. 14 ¹Toute électrice ou électeur proposé comme candidat-e peut décliner sa candidature par une déclaration écrite, adressée au secrétariat communal au plus tard jusqu'au vendredi 4 septembre 2020, à midi. Dans ce cas, le nom est biffé d'office et la ou le mandataire a la possibilité de présenter une candidature de remplacement jusqu'au mercredi 9 septembre 2020, à midi.

²La proposition de remplacement doit être accompagnée d'une déclaration écrite de la nouvelle candidate ou du nouveau candidat acceptant sa candidature.

Art. 15 Dans les communes placées sous le régime de la représentation proportionnelle, il est interdit de porter en liste plus de candidatures qu'il y a de sièges à pourvoir. Les candidatures désignées en surplus à la fin de la liste sont retranchées d'office par le Conseil communal. Le nom d'une candidate ou d'un candidat ne peut figurer que sur une seule liste.

Art. 16 Dans les communes placées sous le régime majoritaire à un tour, le nombre des candidatures d'une liste n'est pas limité. Toutefois, l'électrice ou l'électeur ne peut voter pour plus de candidates et candidats qu'il y a de sièges à pourvoir. Sont élus, pour les sièges à pourvoir, les candidates et candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages (majorité relative).

C. ÉLECTION DU CONSEIL COMMUNAL

Art. 17 Quel que soit le système électoral adopté dans la commune, les partis politiques ou groupes d'électrices et électeurs qui élaborent une liste sont tenus de la déposer au secrétariat communal au plus tard jusqu'au lundi 31 août 2020, à midi.

Art. 18 Chaque liste doit contenir la signature manuscrite d'au moins trois électrices et électeurs domiciliés dans la commune. Elle doit porter en tête une dénomination et le numéro d'ordre qui la distingue des autres listes. Aucune électrice ni aucun électeur ne peut signer plus d'une liste de candidatures. Elle ou il ne peut pas retirer sa signature après le dépôt de la liste.

Art. 19 ¹Les signataires de la liste de candidatures désignent une ou un mandataire ainsi que sa ou son suppléant-e. S'ils ne le font pas, la ou le signataire dont le nom figure en tête est considéré-e comme mandataire et la ou le suivant-e comme suppléant-e. La ou le mandataire, ou en cas d'empêchement, sa ou son suppléant-e, a le droit et le devoir de donner, au nom des signataires de la liste et de manière à les lier juridiquement, toutes les indications permettant d'éliminer les difficultés qui pourraient se produire.

²Les dispositions de l'article 10, alinéa 1, chiffres 1 et 2, sont applicables à l'élection du Conseil communal.

Art. 20 ¹Toute électrice ou électeur proposé comme candidat-e peut décliner sa candidature par une déclaration écrite, adressée au secrétariat communal au plus tard jusqu'au vendredi 4 septembre 2020, à midi. Dans ce cas, le nom est biffé d'office et la ou le mandataire a la possibilité de présenter une candidature de remplacement jusqu'au mercredi 9 septembre 2020, à midi.

²La proposition de remplacement doit être accompagnée d'une déclaration écrite de la nouvelle candidate ou du nouveau candidat acceptant sa candidature.

Art. 21 Dans les communes placées sous le régime de la représentation proportionnelle, il est interdit de porter en liste plus de candidatures qu'il y a de sièges à pourvoir. Les candidatures désignées en surplus à la fin de la

liste sont retranchées d'office par le Conseil communal. Le nom d'une candidate ou d'un candidat ne peut figurer que sur une seule liste.

Art. 22 Dans la commune placée sous le régime majoritaire à deux tours, il est interdit de porter en liste plus de candidatures qu'il y a de sièges à pourvoir. Sont élus les candidates et candidats qui ont obtenu plus de la moitié du nombre total des bulletins valables (majorité absolue) et le plus grand nombre de suffrages.

Art. 23 Le cumul n'est pas admis.

Art. 24 ¹Si les candidates et candidats, au premier et au second tour, ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, elles ou ils sont élus sans vote (élection tacite).

²Le Conseil d'État rapportera l'arrêté de convocation des électrices et électeurs.

Art. 25 La chancellerie d'État et les Conseils communaux sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Neuchâtel, le 4 mai 2020

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
A. RIBAUD

La chancelière,
S. DESPLAND

ÉLECTION DES CONSEILS GÉNÉRAUX
Tableau
des communes avec indication de la population en décembre 2018,
du nombre des membres à élire et du système électoral

COMMUNES	Population	Conseil général	Système électoral
Boudry.....	6'159	41	P
Brot-Plamboz	270	15	M
Cornaux	1'563	25	P
Cortailod.....	4'731	41	P
Cressier.....	1'886	29	P
Enges.....	272	11	M
Hauterive.....	2'623	31	P
La Brévine.....	630	13	M
La Chaux-de-Fonds.....	37'941	41	P
La Chaux-du-Milieu	492	13	M
La Côte-aux-Fées	442	11	M
La Grande Béroche.....	8'860	41	P
La Sagne.....	1'016	21	P
La Tène.....	5'012	41	P
Le Cerneux-Péquignot	311	11	M
Le Landeron.....	4'645	41	P
Le Locle	*11'257	41	P
*2Les Brenets	1'043	21	P
Les Planchettes.....	209	11	M
Les Ponts-de-Martel.....	1'247	19	P
Les Verrières.....	668	15	P
Lignières	967	17	P
Milvignes	8'985	41	P
Neuchâtel.....	44'432	41	P
Rochefort	1'239	23	P
Saint-Blaise.....	3'211	35	P
Val-de-Ruz.....	16'990	41	P
Val-de-Travers	10'662	41	P

P = Système de la représentation proportionnelle

M = Système majoritaire à un tour

*1 Le chiffre indiqué correspond à la population de la commune fusionnée. En cas de refus de la convention de fusion des communes du Locle et des Brenets, la population du Locle s'élève à 10'214.

*2 En cas de refus de la convention de fusion des communes du Locle et des Brenets lors de la votation communale du 28 juin 2020.

ÉLECTION DES CONSEILS COMMUNAUX
Tableau
des communes avec indication du nombre de membres à élire
et du système électoral

COMMUNES	Conseil communal	Système électoral
Cressier	5	M
La Chaux-de-Fonds	5	P
Le Locle	5	P
Neuchâtel.....	5	P

P = Système de la représentation proportionnelle

M = Système majoritaire à deux tours